



REVUE DE PRESSE UE-HAITI

Du 17 au 27 juin 2013

CLICKEZ sur les liens pour accéder aux articles en version intégrale

Haïti-Société civile : Pour un renforcement des communautés du Nord, du Nord-est et du Centre

27/06/13: La Cellule de gestion du Programme d'appui au renforcement de la société civile (Cg/Parsch) a rencontré, à Port-au-Prince le 26 juin, quelques dizaines de représentants d'organisations intéressées à un appel à propositions pour subvention de projets communautaires dans les départements du Nord, du Nord-est et du Centre.

Le Parsch compte financer seulement des projets qui aideront les organisations de base à résoudre certains problèmes économiques et socioculturels dans leurs communautés au bénéfice des populations, explique Berthony Pierre-Louis assistant technique au sein du programme, lors de cette rencontre d'information.

Fruit de la coopération entre l'Union européenne et l'État haïtien, le programme a été créé le 23 avril 2010, soit 3 mois après le séisme de janvier de la même année. Ses activités ont débuté en juillet 2011 et doivent prendre fin en janvier 2015.

L'objectif du Parsch est de renforcer les organisations communautaires en particulier les organisations communautaires de base (Ocb). Les organisations intéressées au nouvel appel à propositions devront soumettre des projets liés, entre autres, à l'éducation, le tourisme, l'agriculture, les infrastructures et au respect des droits des femmes.

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article14774>

Bibliotaptap/Inauguration

Bibliothèques sans frontières atterrit à Hinche

25/06/13: *L'association Bibliothèques sans frontières (BSF) a procédé à l'inauguration d'un Bibliotaptap (sorte de bibliothèque aménagée dans des minibus haïtiens) le vendredi 21 juin dernier dans le département du Centre. La cérémonie s'est déroulée au complexe administratif à la rue Paul-Eugène Magloire.*

"Lire, c'est être seul et pourtant faire partie du monde". (Marie Darrieussecq) Prévues pour 11h 30, la cérémonie a débuté avec quelques trente minutes de retard. Sur la cour du complexe, des curieux se massaient. Le président de BSF, M. Patrick Weil, et l'ancien

ambassadeur de France en Haïti, M. Christian Conan, multiplient les commentaires. La coordinatrice des projets de BSF, Emily Deschamps, fait le va-et-vient pour s'assurer que tout est en ordre.

Une délégation composée d'un représentant de l'Union européenne, des membres de BSF, du directeur de la bibliothèque nationale, des autorités locales et autres personnalités vient d'arriver. 12h 20. Marc-Endy Simon, coordinateur du projet bibliotaptap, rappelle le contexte de la cérémonie. Apporter le livre, la culture, l'éducation aux catégories les plus vulnérables pour un développement durable. Nous sommes ici, dit-il, parce que nous avons foi en l'avenir, parce que nous savons que nos enfants peuvent contribuer au développement de ce pays si on les encadre mieux. Ce qui résume en gros la philosophie de BSF, à savoir promouvoir le développement social et culturel par le livre.

Pour promouvoir l'éducation, la culture et l'alphabétisation Tout un cortège de personnalités du monde diplomatique, des représentants du gouvernement, de la Direction nationale du livre (DNL) et de la Bibliothèque nationale d'Haïti (BNH), de directeurs d'école et d'écoliers, de partenaires comme l'Union européenne, la Fokal, la Fondation Digicel, a été mobilisé pour donner à l'événement un cachet officiel. Le président de BSF, l'historien Patrick Weil, a tenu à remercier tous les partenaires qui ont permis la réalisation de ce grand projet dans la cité de Charlemagne Péralte. Il dit espérer que toute la population hinchoise et celle des zones avoisinantes pourront tirer pleinement de profit de cette bibliothèque mobile. "Le livre et les bibliothèques jouent un rôle important dans la réussite des étudiants venus des milieux les plus pauvres", a-t-il laissé entendre.

De son côté, le chargé des affaires politiques et des relations avec la presse de la délégation de l'Union européenne en Haïti, M. Raphaël Brigandi, a fait savoir que le bibliotaptap est une idée novatrice, originale et adaptée à la réalité haïtienne. C'est, à ses yeux, une façon très concrète de promouvoir l'éducation, la culture et l'alphabétisation pour, au final, renforcer la citoyenneté et le développement. "Avec ce nouveau bibliotaptap que nous inaugurons aujourd'hui, nous pouvons nous réjouir à l'idée que plusieurs centaines de citoyens additionnels vont, chaque mois, profiter de ce temple de la connaissance itinérant", a-t-il ajouté.

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=118245>

Haïti - Économie : Vers la création d'un label national des produits de consommation



22/06/13: Le Bureau Haïtien de Normalisation (BHN) du Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) poursuit ses séances de formation autour de la certification et de l'évaluation de la conformité des produits de consommation en Haïti. Ces formations s'inscrivent dans le cadre d'un programme de compétitivité et de renforcement des

capacités d'exportation pour l'intégration régionale d'Haïti, financé par l'Union européenne et exécuté avec l'appui technique de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel.

Jeudi, à Port-au-Prince, l'expert international ivoirien Yapo Francois Ahoti, a animé une session de formation pour quatre Comités techniques de normalisation : le Comité technique sur les normes pour le Tourisme (hôtellerie et restauration), le Comité technique sur les normes environnementales, le Comité technique sur les normes bâtiments et génie civil et le Comité technique sur les normes agroalimentaires. Ces comités, qui seront chargés de travailler à l'élaboration des normes, renforceront alors le BHN. C'est un Conseil National Haïtien de Normalisation, qui aura pour tâche d'homologuer les normes nationales haïtiennes.

Cette étape du travail prendra du temps souligne Yapo Francois Ahoti « On peut aller de 12 à 18 mois avant d'établir les premières normes haïtiennes. Naturellement, on ne va pas réinventer la roue. Les normes existent ailleurs, on va s'inspirer de ce qui existe. Il ne s'agit pas de faire une importation des normes mais de les adapter aux réalités spécifiques d'Haïti » annonçant la mise en place d'un mécanisme, qui veillera à l'application des normes à travers le processus d'inspection, mais également de certification des produits.

Après cette formation, une étape permettra de déployer le processus de normalisation. Un label national pour l'identification des produits haïtiens sera alors créé. Vendredi, les Comités techniques se sont réunis au Ministère, afin de débiter les réflexions sur les normes nationales dans des domaines spécifiques.

<http://www.haitilibre.com/article-8851-haiti-economie-vers-la-creation-d-un-label-national-des-produits-de-consommation.html>

Production/Commerce

Le crédit agricole à la loupe de l'ANACAPH

21/06/13: Nul doute que le secteur agricole haïtien fait face à un manque de financement. L'accès au crédit en est le principal obstacle. La production agricole est réduite au point que le pays importe l'essentiel de sa consommation alimentaire. Les producteurs haïtiens doivent faire face à des concurrents étrangers dont l'agriculture est fortement subventionnée. Bien imbus du problème, les acteurs du secteur se sont réunis, le jeudi 20 juin, sous les auspices de l'Association nationale des caisses populaires haïtiennes (ANACAPH), avec l'appui de l'Union européenne (UE).

A cette occasion, l'UE a garanti un fonds de deux millions de dollars américains à l'ANACAPH pour la mise en place d'un programme de crédit agricole. Force est de reconnaître que l'agriculture avec ses particularités exige des produits de crédit qui répondent à des besoins spécifiques. « Chaque produit agricole comporte son propre cycle de production et ses propres risques. Ces particularités impliquent la définition de produits ayant des modalités de remboursement adaptés au flux de trésorerie de productions agricoles pour permettre aux agriculteurs ne disposant pas d'autres sources de revenus d'honorer leur engagement de crédit », lit-on dans un document de l'ANACAPH.

L'Association nationale des caisses populaires haïtiennes dont cinq de ses membres ont servi de bras financier pour la mise en oeuvre de ce programme considère l'expérience

comme enrichissante. La réussite du Programme de microfinance pour la production agricole en Haïti (MFPA) a poussé le président du conseil d'administration de l'ANACAPH, Manel Castel, à appeler tous les acteurs du secteur à une synergie pour sortir l'agriculture haïtienne de sa léthargie. Manel Castel est convaincu que l'offre de services financiers agricoles est encore extrêmement limitée devant l'immense besoin de la production nationale. « Personne ne peut y arriver seul. Il nous faut un front commun. Il faut dégager un espace de réflexion pour bien cerner les aspects politique, économique, climatique, environnemental de l'agriculture », a-t-il proposé en marge des ateliers dits « Retour aux échanges d'expériences dans le domaine agricole » tenus au Ritz Kinam à Pétion-Ville.

Le président du conseil d'administration de l'ANACAPH reconnaît que le coup de pouce de l'UE est un bon départ tout en admettant qu'il reste encore beaucoup à faire pour guérir l'agriculture haïtienne et alimenter le crédit en particulier. Interrogé sur le choix des caisses populaires, Manel Castel a affirmé que ce partenariat financier est justifié en raison de la proximité de celles-ci avec les agriculteurs à travers le pays et leur volonté à accompagner les paysans. Ménageant ses propos pour ne pas rendre un seul secteur responsable de tous les maux de l'agriculture, Manel Castel fait appel au dévouement de l'Etat haïtien. « L'Etat doit mettre à la disposition des agriculteurs des techniciens dévoués à la cause du développement », a-t-il souhaité en soulignant que les efforts d'encadrement doivent aller jusque dans la commercialisation des produits. Les responsables de l'ANACAPH estiment que l'accès au crédit est primordial pour appuyer les investissements. Ceux-ci contribuent à augmenter la productivité des exploitations agricoles ou à diversifier les activités économiques des ménages ruraux et facilitent la recapitalisation des agriculteurs. Ces assises ont fourni l'occasion au Système de financement et d'assurance agricole en Haïti (SYFAAH) et au Fonds de développement industriel (FDI) pour le projet de microcrédit dans la zone frontalière (PROCREBI) de partager leurs expériences avec d'autres acteurs. Ils ne veulent pas s'arrêter en chemin. Dans les échanges, des délégués de producteurs ont affirmé que le meilleur moment pour dynamiser le crédit agricole c'est maintenant.

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=118203>

Haití abrirá mañana una cuarta biblioteca móvil en el centro del país

21/06/13: La organización internacional Bibliotecas sin Fronteras (BSF) ejecuta la acción con el auspicio financiero de la Unión Europea (UE), de la Fundación Digicel y del Instituto de Cooperación Franco-Caribeño.

Puerto Príncipe.- Un grupo de organismos internacionales auspicia la apertura mañana en el centro de Haití de una cuarta biblioteca ambulante que posibilita el acceso de libros de manera gratuita tanto a niños como adultos, según informaron hoy sus promotores en un comunicado.

La organización internacional Bibliotecas sin Fronteras (BSF) ejecuta la acción con el auspicio financiero de la Unión Europea (UE), de la Fundación Digicel y del Instituto de Cooperación Franco-Caribeño. El propósito es fortalecer el acceso al libro y a talleres de animación, y documentales con el fin de prestar un servicio socio-educativo de proximidad, ya que las bibliotecas móviles van al encuentro de las escuelas, de las organizaciones de base y de las municipales.

Las bibliotecas móviles, llamadas "BiblioTaptap", son manejadas por dos facilitadores y

procuran fortalecer el espacio cultural haitiano y descentralizar la oferta de lectura pública apoyando la capacidad local. Asimismo, fomentar las actividades de sensibilización e información de actores estatales y no estatales. Las dos primeras "BiblioTaptap" se establecieron en Puerto Príncipe en julio del año pasado, mientras que la tercera se ubicó en diciembre de 2012 en el Departamento Norte.

<http://www.eluniversal.com/arte-y-entretenimiento/cultura/130621/haiti-abrira-manana-una-cuarta-biblioteca-movil-en-el-centro-del-pais>

Haïti-Culture : Le projet « Konesans Vodou », un espace de valorisation du patrimoine immatériel

21/06/13: Les Fondations Destination Haïti (Fondestha) et Promundia-Haïti ont procédé, le mercredi 19 juin 2013, au lancement officiel du projet « Konesans Vodou » (connaissance du vodou) dont l'objectif est de valoriser le patrimoine immatériel d'Haïti, observe l'agence en ligne AlterPresse.

Ce projet vise à valoriser le patrimoine immatériel des régions de Saut d'Eau (est), du département de l'Ouest et des grands lakous de la région des Gonaïves (nord), précise le président de la Fondestha, Lionel Pressoir. Ces lieux sont choisis parce que des pèlerinages les plus importants du pays y sont généralement effectués, justifie-t-il. « On fait appel à la mémoire des porteurs de tradition, afin de créer des passerelles entre les cultures et les générations qui coexistent dans le pays. Ce travail va se baser fondamentalement sur la cueillette de témoignages oraux des porteurs de la culture traditionnelle », explique Pressoir.

Préserver et protéger certains espaces culturels traditionnels visités par les pèlerins comme les lakous Souvnans et Soukri Danach, former des opérateurs culturels aux techniques de diffusion ainsi qu'à l'édition de matériel écrit et audiovisuel sont, entre autres, les visées de ce projet.

Le projet Konesans vodou est estimé à un montant global de 5 millions 817 mille 884 gourdes (US \$ 1.00 = 44.00 gourdes ; 1 euro = 60.00 gourdes aujourd'hui). Environ 90% du fonds est fourni par l'Union Européenne (Ue), à travers le programme d'appui au renforcement de la culture et de l'art pour le développement économique et social (Arcades).

Le reste du montant provient des organisateurs du projet à savoir les fondations Destination Haïti et Promundia-Haïti. L'édition d'un livre de synthèse relatif au vodou, la production d'un film documentaire, l'impression de 2 mille brochures de sensibilisation, la publication de dix (10) articles, entrevues et reportages dans la presse locale : telles sont les activités annoncées par les organisateurs.

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article14737>

Haïti-UE : Lancement d'un atelier sur le crédit agricole

20/06/13: L'Association Nationale des Caisses Populaires Haïtiennes (ANACAPH), en partenariat avec le Bureau de l'Ordonnateur National (BON) et l'appui de l'Union européenne, ont ouvert aujourd'hui un atelier suivi de débats sur le crédit agricole dans le cadre du programme Micro-finance pour la production agricole en Haïti, a appris HPN dans un communiqué de l'Union Européenne.

Organisé dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Micro-finance pour la Production Agricole en Haïti (MFPA) financé par l'Union européenne à hauteur de 2 millions d'euros, cet atelier a permis de lancer une réflexion sur le crédit agricole du pays et de partager les expériences avec d'autres acteurs tels que Système de Financement et d'Assurance Agricole en Haïti (SYFAAH) et le Fonds de Développement Industriel (FDI) pour le projet de micro-crédit dans la zone Frontalière (PROCREBI).

Le Programme de Micro-finance pour la Production Agricole en Haïti a pour objectif de réduire la pauvreté en milieu rural à travers une plus grande promotion de l'accès au crédit aux agriculteurs, en vue de leur permettre d'augmenter la production et d'améliorer de manière significative leurs revenus. Il est exécuté par six caisses populaires dans six départements du pays et s'inscrit dans le cadre de l'appui de l'Union européenne à la production agricole en Haïti.

<http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/societe/9758-haiti-ue-lancement-dun-atelier-sur-le-credit-agricole>

Haïti-République dominicaine

En conflit dans le commerce, réunies autour des lacs Azuéli et Enriquillo

19/06/13: L'expansion et la montée des eaux au niveau des lacs Azuéli et Enriquillo font peur aux habitants des communes avoisinantes en Haïti et en République dominicaine. Si la mesure d'interdiction frappant les produits carnés en provenance de la République voisine suscite un différend entre les deux pays se partageant l'île d'Haïti, les deux lacs en question les obligent à travailler ensemble.

Au moment où le torchon brûle entre les autorités dominicaines et haïtiennes, les maires regroupés au sein de l'Association des municipalités de l'aire du lac Azuéli (AMALA) et ceux de l'Association des municipalités de la région Enriquillo (ASOMURE) se sont réunis pendant deux jours, mardi et mercredi, 18 et 19 juin 2013, d'abord à Croix-des-Bouquets et ensuite en terre voisine pour un échange d'expériences.

A travers cette initiative financée et promue par deux projets cofinancés par l'Union Européenne, le premier réalisé par les Ong ProgettoMondo Mlal et Cresfed, intitulé « Renforcement des jeunes pour la promotion du développement dans les zones frontalières frappées par les ouragans », et le deuxième réalisé par l'Ong Oxfam-Italia, intitulé « Intercommunalité et mise en réseau des AL et ANE pour une gestion partagée d'un territoire commun », ces édiles vont s'engager dans un dialogue et développer des partenariats afin de résoudre le problème lié à la montée des eaux au niveau des deux lacs".

« Ce projet va nous permettre de prendre des décisions concernant le problème affectant les deux régions. Le problème n'est autre que la montée des eaux au niveau des lacs Enriquillo et Azuéli. Les maires des deux côtés de la frontière qui, depuis des années, se penchent sur ce problème doivent intensifier leurs efforts. Des actions spécifiques et concrètes doivent être aussi entreprises pour résoudre ce problème qui affecte la vie au niveau de ces régions. Il doit aussi y avoir des plans de développement local et du territoire

au niveau de ces zones », a préconisé Onéïda Félix, directrice de l'ASOMURE ajoutant : « Une île, deux pays voisins, l'un ne peut avancer sans l'autre. » Maire de Ganthier et président de l'AMALA, Ralph Lapointe s'est exprimé sur les problèmes existants sur la frontière. Ce sont des problèmes structurels, dit-il. A son avis, la meilleure façon de les résoudre, c'est de structurer les groupes organisés dont les associations de femmes, de paysans et des municipalités.

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=118116>

Lancement d'un atelier sur le crédit agricole dans le cadre du programme Micro-finance pour la production agricole en Haïti

19/06/13: L'Association Nationale des Caisses Populaires Haïtiennes (ANACAPH), en partenariat avec le Bureau de l'Ordonnateur National (BON) et l'appui de l'Union européenne, ont ouvert aujourd'hui un atelier suivi de débats sur le crédit agricole.

Organisé dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Microfinance pour la Production Agricole en Haïti (MFPA) financé par l'Union européenne à hauteur de 2 millions d'euros, cet atelier sera organisé en vue de lancer une réflexion sur le crédit agricole en Haïti et de partager les expériences avec d'autres acteurs tels que Système de Financement et d'Assurance Agricole en Haïti (SYFAAH) et le Fonds de Développement Industriel (FDI) pour le projet de micro-crédit dans la zone Frontalière (PROCREBI).

Le Programme de Microfinance pour la Production Agricole en Haïti a pour objectif de réduire la pauvreté en milieu rural à travers une plus grande promotion de l'accès au crédit aux agriculteurs, en vue de leur permettre d'augmenter la production et d'améliorer de manière significative leurs revenus. Il est exécuté par six caisses populaires dans six départements du pays et s'inscrit dans le cadre de l'appui de l'Union européenne à la production agricole en Haïti.

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article14735>

Javier Nino Perez/UE/Interview

19/06/13: Javier Nino Perez le jure, l'Union européenne n'a pas d'agenda caché en Haïti et ce gros bailleur de fonds (800 millions d'euros) prend la peine de faire passer son aide par les canaux gouvernementaux. Cela n'empêche que l'Europe suit de près la marche de la démocratie et attend que les élections se tiennent. Interview bilan avec un diplomate qui ne souhaite pas mettre un mot plus haut que l'autre.



Le Nouvelliste: Quel bilan faites-vous des huit premiers mois passés à la tête de la délégation de l'Union européenne en Haïti ? **Javier Nino Perez:** Le bilan de ce parcours est positif. Ces quelques mois m'ont permis, d'une part, de bien saisir le potentiel de ce pays à travers sa jeunesse, sa culture, ses régions et ses valeurs. D'autre part, j'ai pu pendant cette période comprendre la complexité des problèmes et des défis tels que ceux relatifs au processus de reconstruction, à la stabilité politique, à la pauvreté, et à l'intégration régionale. Pendant ces huit mois, j'ai pu constater un nouvel élan au sein non seulement du gouvernement, mais aussi de la population afin de relever ces défis. Trois ans après le tremblement de terre, la société haïtienne se redresse, commence à se pencher sur l'avenir, à penser à l'investissement productif, au tourisme et aux enjeux de l'intégration régionale. Et lorsque nous considérons tous ces éléments dans un cadre plus global, je crois que nous pouvons être optimistes par rapport à l'avenir, malgré les défis actuels.

Le Nouvelliste: Quels sont aujourd'hui les grands chantiers de la coopération de l'UE avec Haïti ? **Javier Nino Perez:** Nous sommes un bailleur important, présent dans plusieurs secteurs. Nos investissements sont particulièrement considérables dans celui des infrastructures, notamment dans la construction de routes. Notre coopération met aussi l'emphase sur les besoins en logement et le développement urbain dans plusieurs quartiers de la zone métropolitaine tels que Delmas, Carrefour, Christ-Roi et Martissant. De même, un accent particulier a été mis au niveau du développement durable et de la sécurité alimentaire. Un grand effort est aussi effectué dans l'appui budgétaire, un signe qui montre notre degré de confiance dans le gouvernement. Les questions comme la bonne gouvernance, les droits de l'homme et l'éducation sont aussi touchées. Enfin, notre coopération couvre la plupart des dossiers sur lesquels Haïti travaille.

Le Nouvelliste: Le gouvernement intervient beaucoup sur les chantiers économiques. Est-ce que l'UE appuie le gouvernement dans cette dynamique? **Javier Nino Perez:** L'un des enjeux de la coopération consiste à s'attacher à la fois aux défis immédiats tels que la sécurité alimentaire et aux questions relatives au développement durable comme le commerce et l'investissement. Nous sommes conscient de ce double processus à mener. Nous avons déjà un projet d'appui au ministère du Commerce de 10 millions d'euros qui a permis par exemple d'appuyer le Bureau de normalisation afin que les produits haïtiens puissent être de standard international. Notre appui porte aussi au renforcement institutionnel. Au cours des mois à venir, les infrastructures constitueront l'un des chantiers à côté du dialogue politique sur lequel nous aurons à nous pencher davantage. Nous souhaitons qu'Haïti s'intègre davantage au processus de Caraïbes à travers l'accord de partenariat. C'est clair que c'est un dossier autour duquel les dialogues se poursuivront. Les avis sont un peu partagés entre l'opportunité ou pas d'Haïti d'intégrer l'accord de partenariat économique. Nous pensons de notre côté que c'est une opportunité de se concentrer sur cette intégration régionale, mais aussi d'approfondir les liens économiques avec l'Europe.

Le Nouvelliste: Que disent en général les investisseurs européens quand ils visitent Haïti? Qu'est-ce qu'ils réclament pour faire des affaires dans le pays? **Javier Nino Perez:** Il y a une certaine méconnaissance de la réalité haïtienne. Traditionnellement, outre les investissements français, il y a toujours un besoin de mieux connaître la réalité du pays mais aussi ses vrais potentiels. Les problèmes concrets, je crois qu'on les connaît tous, mais l'Europe, qui traverse actuellement une crise économique très sérieuse, est à la recherche de nouveaux marchés dans des secteurs comme le tourisme, la culture et

l'énergie renouvelable. Il y a là des opportunités considérables pour Haïti. Et l'un de nos objectifs consiste à permettre que les investisseurs savent mieux la réalité haïtienne. Car, malgré les défis dont je parlais tantôt, nous pensons qu'il y a des opportunités. Avec du courage et un esprit ouvert sur l'avenir, on peut faire des investissements rentables comme la Digicel et la Heineken. Car il existe vraiment des opportunités économiques à saisir dans le pays.

Le Nouvelliste: La coopération entre Haïti et l'UE ne date pas d'hier. Donnez-nous deux ou trois "success storys", des projets qui révèlent une coopération gagnant-gagnant entre les deux partenaires. **Javier Nino Perez:** La construction de routes peut être vue comme un indicateur de succès de la coopération. Par exemple, les tronçons déjà construits de la route nationale # 3, (qui va relier Port-au-Prince au Cap-Haïtien) ne permettent pas seulement d'améliorer les accès routiers, mais aussi de faciliter l'accès aux services de base (eau, santé, éducation...). Dans une dimension beaucoup plus complexe, le plus grand success story pour moi, c'est le fait qu'on a pu acheminer presque la totalité de notre aide (entre 80 et 90 %) au gouvernement. C'est une approche qui différencie l'UE des autres bailleurs internationaux. Pour bien travailler dans un pays, il faut faire confiance à ce dernier et collaborer avec lui dans le cadre d'un partenariat durable et équilibré. En ce sens, le processus d'appropriation est pour nous fondamentale. Nous nous réjouissons du lancement du cadre de Coopération de l'aide externe au développement (CAED) et nous estimons que c'est dans cette voie que nous devons aller. Nous voudrions justement augmenter la part de notre aide qui est canalisée à travers l'appui budgétaire. C'est une preuve de confiance et au gouvernement et au pays que de travailler dans le cadre d'un partenariat équilibré basé sur le dialogue puisque c'est le peuple haïtien qui connaît le mieux la réalité haïtienne. Notre rôle est surtout un rôle d'appui mais jamais un rôle paternaliste où nous dictons les priorités et les modalités de mise en oeuvre. Pour préparer nos nouveaux programmes d'appui pour la période (2014-2020), nous écoutons les priorités du gouvernement. C'est une approche qui nous différencie très significativement et qui est liée aussi au rôle de l'Union européenne en Haïti. Nous sommes un gros bailleur avec presque 800 millions d'euros. Notre mission diplomatique est la plus grande dans les Caraïbes et dans l'Amérique latine sans qu'il y ait un agenda caché. Les intérêts économiques sont pour l'instant très limités, les intérêts politiques sont certes légitimes mais ce ne sont pas des questions qui touchent directement à l'Europe. C'est vraiment un souhait légitime d'intervenir en Haïti, car nous estimons que le processus de reconstruction est légitime, car il y a une question de justice sociale et même de justice historique qui est en jeu en Haïti. L'UE détient alors une obligation morale, elle doit faire preuve de solidarité et c'est pour cette raison que nous sommes ici.

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=118093>

Extraits de l'entretien de l'ambassadeur Javier Nino Pérez au journal Le Nouvelliste

18/06/13: « Nous serons déçus [si les élections ne se tiennent pas à temps]. Il y a une attente de la Société et de l'État d'avoir les élections dans le plus court délai. Il y a un symbolisme politique très significatif par rapport à l'échéance électorale [...] Nous suivons avec beaucoup d'attention ce processus électoral. Nous sommes dans une position d'attente et d'appui » a indiqué Javier Nino Perez, le Chef de la délégation de l'Union européenne en Haïti, ajoutant « [...] il y a aussi beaucoup d'autres chantiers sur lesquels il faudra continuer à travailler [...] nous sommes dans une position de travail quotidien, qui doit nous permettre de nous attaquer à d'autres questions qui revêtent une importance

capitale, comme la sécurité alimentaire, la question sanitaire, les besoins en logement et en infrastructures. »

<http://www.haitilibre.com/article-8837-haiti-actualite-quelques-nouvelles-ici-et-la.html>

Pour régulariser le secteur culturel en Haïti

14/06/13: C'est à l'hôtel Montana, en présence du chef de la Délégation de l'Union européenne en Haïti, l'ambassadeur Javier Nino Perez, de la directrice générale du Musée du panthéon national, Mme Michelle Frisch, et de plusieurs autres personnalités de la vie politique que la ministre de la Culture, Mme Josette Darguste, a donné le coup d'envoi, le lundi 10 juin 2013, du colloque de deux jours à l'intitulé évocateur « Culture et fiscalité ».

Dans une ambiance survoltée, répartis en quatre ateliers, les différents représentants des instances concernées et acteurs du secteur culturel ont travaillé durant les journées des 10 et 11 juin et ont soumis des réflexions faisant ressortir les multiples difficultés rencontrées par les entreprises face à l'administration fiscale actuelle et permettant surtout de définir des critères d'imposition plus avantageux et moins rigoureux en vue de favoriser et de mieux contrôler le marché culturel.

De l'avis de la ministre de la Culture, Mme Josette Darguste, l'objectif de cette initiative est de permettre à tous les acteurs du secteur culturel de participer à la valorisation de notre culture: « Ce colloque est un premier pas vers la prise en charge par l'État de ce secteur en pleine croissance », a-t-elle affirmé. Le rôle de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique n'est pas des moindres. Il est l'institution spécialisée chargée de produire les informations fiables et régulières à partir d'enquêtes en vue d'inventorier les sites, les activités et les emplois du secteur culturel.

Cependant, de l'avis de bon nombre de participants, l'IHSI doit non seulement participer à la conception de l'opération, mais aussi intégrer le secteur culturel dans le prochain questionnaire de recensement. Parmi les thèmes traités en atelier, la lutte contre le trafic d'oeuvre d'art et la contrefaçon et la circulation des biens et équipements culturels sont ceux ayant soulevé de grands débats. Fabrizio Panone, officier de l'Interpol, spécialiste du trafic des objets d'art, a partagé avec l'assistance son expérience de 13 ans dans ce domaine en se référant au modèle de gestion et de circulation d'objets d'art adopté dans d'autres pays comme le Japon. « Le volet de la fiscalité fait référence à la douane dont le rôle est de percevoir les droits imposés à la circulation d'un produit », a-t-il rappelé. Une pléiade d'interventions, les unes aussi importantes que les autres, se sont succédé. Mais, selon beaucoup de participants, le plus important reste à faire. « C'est bien de travailler en atelier pour obtenir des recommandations dans tous les axes de la sphère culturelle, mais il faudra penser à élaborer des mécanismes de diffusion de ces travaux en vue de toucher les amateurs de la chose culturelle dont une bonne partie vit dans des coins excentrés du pays », a affirmé Johanne Marguerite Florant, qui a profité du même coup pour plaider en faveur des artistes et artisans haïtiens qui évoluent en terre étrangère, plus particulièrement en République dominicaine.

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=117855>

Haïti-Culture : “Vwalye”, un projet de renforcement de la production musicale nationale

13/06/13: En partenariat avec Caracoli, l'association culturelle Tamise a dévoilé, le mercredi 12 juin 2013, le projet « *Vwalye* », dont l'objectif est de renforcer la production musicale haïtienne en associant différentes opératrices et différents opérateurs au service de 5 artistes émergents, dont Anie Alerte, Donaldzie Théodore et Rutshelle Guillaume.

Ce projet a commencé par un atelier de création de nouvelles compositions, durant les mois de mars et d'avril 2013, sous la supervision de la chanteuse Emeline Michel et du chanteur James Germain, rappelle le coordonnateur du projet « *Vwalye* », Gary Lubin, lors d'une conférence de presse tenue à la Fondation Connaissance et Liberté (Fokal).

Les artistes sont ensuite entrés en studio pour enregistrer un Cd de compilation promotionnelle dans le cadre du projet, fait savoir Lubin. Le Cd de dix (10) pistes sera distribué aux médias et au public, en vue de permettre aux promotrices et promoteurs culturels d'avoir un accès direct à cette production. Une troisième phase consiste en une mise en place de toute une campagne de promotion et de diffusion du Cd, en partenariat avec les médias locaux.

Les opératrices et opérateurs du projet annoncent l'organisation d'une tournée qui se déroulera, en juillet 2013, avec des concerts prévus aux Cayes (Sud), Gonaïves (Artibonite / Nord), à Vallue (Petit-Goâve / Ouest) et Port-au-Prince (Ouest). Cette tournée commencera à la Fokal, le 5 juillet 2013, précise la directrice de Caracoli, Pascale Jaunay. L'idée du projet *Vwalye* est « de mettre des opératrices et opérateurs ensemble, en vue de créer des habitudes pour travailler » et de mettre à profit ce territoire, où « la circulation ne se fait pas encore de manière très fluide ».

Ce projet « *Vwalye* » est financé à un montant global de 6 millions 541 mille 683 gourdes (US \$ 1.00 = 44.00 gourdes ; 1 euro = 60.00 gourdes aujourd'hui). 5 millions 233 mille 347 gourdes proviennent du 10^e fonds européen de développement (Fed) de l'Union Européenne (Ue), à travers le programme d'appui au renforcement de la culture et de l'art pour le développement économique et social (Arcades). Tamise doit assurer le reste du financement.

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article14706>